



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

MET HET BEKNOPT VERSLAG

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

dinsdag

mardi

14-11-2000

14-11-2000

14:15 uur

14:15 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "het opvolgen van haar verblijf in Marokko" (nr. 2633)

Sprekers: **Marie-Thérèse Coenen, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid

Interpellatie van mevrouw Greta D'Hondt tot de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de inkomensgarantie-uitkering voor deeltijdse werknemers" (nr. 527)

Sprekers: **Greta D'Hondt, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid

Mondelinge vraag van mevrouw Greta D'Hondt aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de tewerkstellingsmogelijkheden voor patiënten met chronische ziekten" (nr. 2614)

Sprekers: **Greta D'Hondt, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid

SOMMAIRE

Question orale de Mme Marie-Thérèse Coenen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "le suivi de son séjour au Maroc" (n° 2633)

Orateurs: **Marie-Thérèse Coenen, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi

Interpellation de Mme Greta D'Hondt à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la garantie de revenus pour les actifs à temps partiel" (n° 527)

Orateurs: **Greta D'Hondt, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi

Question orale de Mme Greta D'Hondt à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "les possibilités d'emploi dans le chef des patients atteints de maladies chroniques" (n° 2614)

Orateurs: **Greta D'Hondt, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

DINSDAG 14 NOVEMBER 2000

14:15 uur

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MARDI 14 NOVEMBRE 2000

14:15 heures

De vergadering wordt geopend om 14.24 uur door de heer Joos Wauters, voorzitter.

La séance est ouverte à 14.24 heures par M. Joos Wauters, président.

01 Question orale de Mme Marie-Thérèse Coenen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "le suivi de son séjour au Maroc" (n° 2633)

01 Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "het opvolgen van haar verblijf in Marokko" (nr. 2633)

01.01 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, madame la ministre, ma question a pour but de glaner certaines informations concernant votre séjour au Maroc. La presse, qui a relaté ce séjour, a mis en évidence une série de projets que vous avez soutenus et que vous avez présentés aux autorités marocaines. Ces projets concernent à la fois la méthode, la concertation sociale et le financement d'ONG, notamment une association venant en aide aux mères célibataires et/ou répudiées qui a une très bonne réputation et fait de l'excellent travail sur le terrain.

Pourriez-vous nous en dire plus que ce que la presse a bien voulu publier? Quel est le type d'aide apporté? Quelle est la durée du projet? S'agit-il d'un projet ponctuel d'une année ou s'articule-t-il dans la durée? Y a-t-il un partenariat entre le Maroc et la Belgique? Y aura-t-il des échanges, des possibilités de rencontres? En effet, plusieurs associations de femmes marocaines vivant en Belgique m'ont interpellée pour me demander si ce genre d'initiative pourrait créer des passerelles entre les deux pays.

La presse a également effleuré les conséquences que cela pourrait avoir sur les relations entre le Maroc et la Belgique. Vous emboîtez ainsi le pas au ministre Verwilghen, qui a entamé des travaux avec les autorités marocaines. Avez-vous eu l'occasion de traiter de la question de la répudiation et de tous les problèmes que cette pratique suscite en Belgique, où des femmes résidant chez nous se voient aussi répudiées?

Avez-vous pu aborder la problématique du plan d'action pour l'intégration des femmes au développement avec le Roi du Maroc, que vous avez eu la chance de rencontrer? La coopération de la Belgique va-t-elle s'inscrire dans cette optique?

Enfin, il semblerait que vous ayez abordé la problématique du rapt d'enfants. Ce dossier a-t-il avancé? Vous n'ignorez pas que les parents concernés sont attentifs au moindre signe d'amélioration et de respect des droits de chacun. J'aimerais donc en savoir un peu plus que ce que la presse a relaté à ce sujet.

01.02 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, chers collègues, ma visite au Maroc avait pour objectif de conclure un accord de coopération dans les domaines de l'emploi et de l'égalité des chances. Les axes de cette coopération ont été définis dans une déclaration commune portant sur cinq points: le renforcement du dialogue social, le développement de la réglementation et de l'inspection du travail, la promotion de l'emploi, la lutte contre le travail des enfants et la prise en considération de l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Plus spécifiquement pour les volets du dialogue

social, de l'emploi et de l'inspection du travail, il s'agissait du suivi d'un travail entamé à Genève en juin dernier, qui avait mené le patron du Bureau international du travail à accepter de soutenir un travail bilatéral Belgique/Maroc permettant à la Belgique de continuer sa contribution à l'Organisation internationale du travail (OIT) tout en misant l'ensemble de sa contribution sur un projet négocié dans un cadre bilatéral avec le Maroc.

Ainsi que vous l'avez souligné, nous avons profité de ce travail en commun autour de l'emploi pour aborder le thème de l'enfance et de l'égalité des chances. Avant d'approfondir ces axes, j'aimerais répondre à votre question de savoir comment ce programme commun va être mis en œuvre.

Une commission mixte est prévue pour décembre prochain, composée de représentants des ministères de l'Emploi belge et marocain. Dans l'optique des travaux de cette commission mixte, un dialogue a été entamé avec les partenaires sociaux puisque les autorités marocaines ont accepté leur intégration en ce qui concerne l'emploi et le dialogue social. C'est la première fois que tous les partenaires sociaux ont accepté notre demande d'aide en vue de discuter et de définir un programme d'action.

En ce qui concerne plus particulièrement la dimension égalité des chances entre hommes et femmes, l'accord que j'ai signé avec M. El Fassi, qui est le ministre marocain de l'Emploi, précise que des contacts seront établis entre les deux ministères, que la Belgique apportera une participation financière dans des projets marocains, et qu'enfin des contacts entre promoteurs d'initiatives des deux pays en ce domaine seront encouragés.

Un projet tel que celui développé par l'ONG Solidarité Féminine, présidée par Mme Aïcha Aïchana, en faveur des mères célibataires ou répudiées, me paraît être l'exemple type de projet très concret à soutenir dans ce cadre. J'en profite pour signaler qu'avec mes collègues des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, il a été entendu que, chaque fois que cela était possible, une orientation-soutien à la lutte contre le travail des enfants et un soutien à la promotion de l'insertion professionnelle des femmes seront mis en œuvre d'une manière très concrète par des moyens budgétaires dégagés.

Comme vous l'avez dit, mon séjour a également été l'occasion de différents entretiens. Entretien avec le président de la Chambre et du Sénat,

entretien avec le premier ministre M. Youssoufi et entretien avec le Souverain marocain Mohamed VI. De nombreux thèmes ont été abordés lors de ces entretiens et notamment, à côté de tout ce qui est assorti à l'emploi, la problématique spécifique du statut des femmes et les différends qui existent encore entre nos deux pays concernant la situation des couples mixtes avec enfants.

Sur le statut de la femme, j'ai aussi rencontré ma collègue ministre de l'Egalité des chances. Comme vous le savez, le dossier est en débat. Il avance avec une méthode de travail qui permet de ne pas mettre tout le plan d'un coup sur la table, mais d'orienter en quatre ou cinq grandes priorités l'avancement d'une amélioration du statut des femmes. Et dans ce cadre-là, la polygamie - mais cela ne touche plus que 2% de la population - et surtout la répudiation des femmes sont sur la table.

D'autre part, j'ai évoqué aussi la question du rapt des enfants. C'est un dossier sur lequel le ministre de la Justice, M. Verwilghen, a beaucoup travaillé et notamment à la suite d'une intervention personnelle du Souverain Mohamed VI, la dernière commission mixte, la dernière réunion entre ministres de la Justice a permis de débloquent pas mal de dossiers. Il en reste encore quelques-uns sur lesquels travaillent actuellement les deux ministres de la Justice mais, avec l'accord du Roi Mohamed VI, il a été entendu qu'à coté du travail entre les gouvernements, il pourrait y avoir un travail entre les parlements qui permette déjà d'envisager des modifications aux conventions qui doivent être ratifiées par les parlements et qui portent sur tout le domaine du droit international privé.

Je m'en suis ouverte au président de la Chambre ainsi qu'au président de la commission de la Justice de ce parlement pour qu'un suivi puisse être réalisé au niveau belge et que des démarches soient entreprises pour le travail entre les deux parlements.

Je dois vous dire que j'ai été extrêmement satisfaite des échanges qui ont eu lieu non seulement dans le cadre de l'emploi, mais aussi dans cette volonté de pousser le développement par le soutien à des associations, comme les associations de femmes qui, sur le terrain, font un travail extraordinaire.

Pour amorcer les contacts, nous avons soutenu immédiatement les quelques projets qui ont fait l'objet de notre visite, non seulement celui que vous avez cité mais également un autre projet que

j'ai trouvé très intéressant. En quelques mots, il s'agit de femmes à la retraite qui, en collaboration avec des patrons d'entreprises, organisent la formation des travailleurs et celle des enfants, principalement des petites filles en milieu rural. C'est donc un travail en commun entre le ministère de l'Emploi marocain, les partenaires sociaux et les ONG de femmes que nous allons soutenir.

01.03 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, je remercie la ministre de sa réponse très complète. J'attirerai votre attention sur l'intérêt que suscite ce genre de démarche par rapport aux associations de femmes marocaines en Belgique. Elles sont très demandeuses de garder des liens avec ce qui se passe dans leur pays d'origine et souhaitent que des passerelles existent avec ce qu'elles vivent en Europe.

Quant à la piste que vous soulevez en ce qui concerne les relations entre le Maroc et la Belgique, à travers les gouvernements mais aussi les parlements, ce serait une possibilité de travailler sur le droit international privé. Mais j'ai récemment assisté à un colloque au cours duquel les universités de droit de Tunisie, d'Algérie et du Maroc préconisaient le développement d'un droit musulman européen. Je pense donc qu'il faut mettre des balises à ce genre de rapprochement car il ne faut pas importer chez nous ce qui n'est pas acceptable dans notre droit aujourd'hui. Je resterai très attentive au suivi de ce dossier. Si les groupes se mettent en place par l'intermédiaire de l'Union interparlementaire, ce serait une bonne chose pour développer ce genre de contacts.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

02 Interpellatie van mevrouw Greta D'Hondt tot de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de inkomensgarantie-uitkering voor deeltijdse werknemers" (nr. 527)

02 Interpellation de Mme Greta D'Hondt à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "la garantie de revenus pour les actifs à temps partiel" (n° 527)

02.01 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, de groep van de onvrijwillig deeltijdse werknemers met een inkomensgarantie en behoud van rechten komt, mijns inziens, te weinig aan bod in het debat over het te voeren activeringsbeleid. Eind augustus 2000 waren 30.689 fysieke eenheden geboekstaafd als onvrijwillig deeltijds. Dit betekent

dat deze mensen op zoek zijn naar een voltijdse tewerkstelling. Deze groep die geen voltijdse tewerkstelling vindt, ontvangt een inkomensgarantie-uitkering. Alhoewel dit bedrag dikwijls miniem is garandeert het hun rechten. In zijn maandelijkse publicatie Statinfo heeft de RVA in april, mei juni en juli een interessante analyse gemaakt over het fenomeen van onvrijwillig deeltijdse werknemers met behoud van rechten en inkomensgarantie-uitkering. Deze analyse bundelt een aantal eerder gepubliceerde analyses van de RVA.

Niet de publicatie van de studie is de aanleiding van mijn interpellatie maar wel de federale beleidsverklaring van 17 oktober 2000 waarin wordt aangekondigd dat de regering het budget voor de inkomensgarantie-uitkering van deeltijds werkenden zal verhogen. In 2001 zou dit budget stijgen met 100 miljoen frank. In 2002 zou het stijgen met 2,6 miljard frank. Bij haar aantreden heeft deze regering - ons inziens terecht - aangekondigd alles in het werk te zullen stellen om bestaande werkloosheidsvallen op te ruimen en te voorkomen dat er nieuwe zouden ontstaan. Ik ben ervan overtuigd dat uw pleidooi voor een verhoging van het budget voor de inkomensgarantie-uitkering gesteund is op enerzijds een activeringsbeleid en, anderzijds op het opruimen en voorkomen van werkloosheidsvallen.

Als dat het uitgangspunt is, dan stel ik mij toch een aantal vragen wanneer ik de groep van onvrijwillig deeltijdsen met behoud van rechten en inkomensgarantie-uitkering onder de loep neem. Immers, uit de cijfers blijkt dat 58% van die groep tussen 25 en 40 jaar zijn. Bovendien bedraagt het aandeel vrouwen maar liefst 76%. Voorts heb ik eruit geleerd dat de personen met gezinslast 58% vertegenwoordigen.

Op basis van de maandelijkse gegevens die de RVA publiceert, kan ik tevens een aantal frappante vaststellingen doen betreffende de sector waarin deze personen tewerkgesteld zijn. Voorafgaandelijk laat ik wel opmerken dat er in dit verband sprake is van een leemte. Inderdaad, van vrijwillig deeltijdse werknemers kan men precies nagaan waar ze tewerkgesteld zijn. Van de onvrijwillig deeltijdse werknemers met behoud van rechten en inkomensgarantie-uitkering houdt men enkel bij in welke sector zij het laatst volledig waren tewerkgesteld vooraleer zij onvrijwillig deeltijds werden. Dit maakt een gedetailleerde analyse van hun actuele situatie eigenlijk onmogelijk.

In ieder geval, van de 30.689 personen die in dit stelsel tewerkgesteld zijn, komt amper 15% uit de secundaire sector - de primaire sector laat ik buiten beschouwing, omdat het percentage verwaarloosbaar is -, waarvan 81% in de verwerkende nijverheid en 15% in de bouw. 40% van de onvrijwillig deeltijdsen was werkzaam in de tertiaire sector, of 21% in de handel, de banken en de verzekeringen en maar liefst 76% in de dienstverlenende sector.

Tot slot - dit was de hoofdreden voor mijn interpellatie -, blijkt uit de gegevens van de RVA dat de betrokkenen vaak als langdurig werkloos moeten worden beschouwd. Ik verklaar mij nader. Hoewel de zeer langdurige werkloosheid, een werkloosheid van meer dan 5 jaar, enigszins daalt, blijft 19% van de onvrijwillig deeltijdsen meer dan 5 jaar onvrijwillig deeltijds en dus werkloos, 18% 1 tot 2 jaar, 12% 2 tot 3 jaar, 8% 4 jaar en 6% 4 tot 5 jaar. Daaruit moet ik jammer genoeg concluderen - dit verontrust mij - dat wie onvrijwillig deeltijds wordt met behoud van rechten en een inkomensgarantie-uitkering vrij lang in het desbetreffende stelsel blijft en niet vlot genoeg kan doorstromen naar voltijdse tewerkstelling.

Bovendien verloopt de doorstroming naar voltijdse tewerkstelling te stroef.

Ooit - en hoewel zulks toen niet als sympathieke taal werd beschouwd - verdedigde ik de stelling waarbij het beter was deeltijds te werken en dus met behoud van rechten en met een gewaarborgd inkomen, in plaats van volledig werkloos te zijn.

De vraag is evenwel hoe lang men redelijkerwijze dergelijk stelsel kan behouden zonder dat het een nieuwe val wordt, wat toch nooit de bedoeling kon zijn.

Mevrouw de minister, in het kader van de beleidsintentie van de regering om te voorzien in een verhoging van het budget voor de uitkeringen inzake inkomensgarantie ware het wenselijk dat ook in dit parlement duidelijkheid blijft bestaan over de uitgangsvisie van het statuut van de onvrijwillig deeltijds werkenden, met behoud van hun rechten en met een inkomensgarantie en dat de consequenties die tot op heden aan dit statuut verbonden waren, blijven gelden.

Mevrouw de minister, blijven u en de regering van mening dat onvrijwillig deeltijds werkende personen die een beroep doen op het statuut van onvrijwillig deeltijdse arbeid met behoud van rechten en met inkomensgarantie-uitkeringen, effectief beschikbaar moeten zijn voor een

voltijdse tewerkstelling en zelf bestendig inspanningen moeten doen om een voltijdse betrekking te vinden? En dat de werkloosheidsreglementering in die zin moet worden toegepast?

Daarnet haalde ik cijfers aan inzake leeftijd, beroepservaring en duur van de periode waarin betrokkenen ressorteren onder dat stelsel waarvan sprake. Men stelt echter vast dat ook voor een aantal van de beroepen die betrokkenen uitoefenden alvorens te vallen onder voornoemd stelsel, er sprake is van schaarste op de arbeidsmarkt. Welnu, rekening houdend met deze gegevens vraag ik mij af, mocht de regering beslissen de inkomensgarantie-uitkering substantieel te verhogen, of dan het risico niet zou bestaan dat voor de huidige en eventuele toekomstige onvrijwillig deeltijds werkende personen, het statuut, gekoppeld aan sociale situaties waarin zij zich bevinden, niet financieel aantrekkelijk zou worden, hetgeen hen zou aanzetten dit stelsel te behouden in plaats van naar een voltijdse betrekking te zoeken.

02.02 Minister **Laurette Onkelinx**: Mijnheer de voorzitter, deeltijds werkenden bestaan eigenlijk uit twee groepen: diegenen die deeltijds werken omdat zij dat verkiezen en diegenen die deeltijds werken in afwachting van een geschikte voltijdse job.

Dit onderscheid wordt eveneens gemaakt in de werkloosheidsreglementering. Enerzijds zijn er de vrijwillig deeltijdse werknemers, dus enkel beschikbaar voor deeltijds werk, die geen aanvullende uitkering genieten tijdens hun deeltijdse prestatie en na hun deeltijdse prestatie genieten zij een uitkering pro rata de deeltijdse arbeid.

De vraag van mevrouw D'hondt betreft de andere groep, met name diegenen die onvrijwillig deeltijds werken.

Terecht merkt mevrouw D'Hondt op dat deze deeltijdse werknemers werkelijk beschikbaar moeten zijn voor een voltijdse job. Dat is momenteel reeds bepaald in de werkloosheidsverzekering. Om recht te hebben op een aanvullende werkloosheidsuitkering, moeten ze ingeschreven blijven als werkzoekende voor een voltijdse betrekking. Dit geldt zowel ten opzichte van hun eigen werkgever als ten opzichte van werkaanbiedingen bij andere werkgevers. Bij de eigen werkgever heeft een dergelijke werknemer trouwens voorrang om een vrijgekomen voltijdse arbeidsplaats, waarvoor hij

de nodige kwalificaties bezit, in te nemen. Deze werknemers kunnen onder bepaalde voorwaarden een bijkomende werkloosheidsuitkering ontvangen tijdens hun deeltijdse arbeid zodanig dat hun netto-inkomen tijdens de periode van deeltijdse arbeid hoger is dan de werkloosheidsuitkering die ze hadden voor ze deeltijds begonnen te werken. Dit is de zogenaamde inkomensgarantieuitkering waarover het tweede deel van de vraag van mevrouw D'Hondt gaat. Het stelsel is echter ver van perfect en houdt zelfs een aanzienlijke werkloosheidsval in. Het is namelijk zo, dat het extra loon dat de deeltijdse werknemer bijverdient door meer uren te gaan werken niet leidt tot een verhoging van zijn netto-inkomen. Elke frank nettoloonstijging wordt immers gecompenseerd door een frank verlies aan inkomensgarantieuitkering. Elke stimulans om meer uren te gaan werken ontbreekt dus. Dit zullen we nu verhinderen. De formule voor de berekening van de inkomensgarantieuitkering moet aangepast worden zodat bijkomende arbeidsduur ook resulteert in een bijkomend netto-inkomen. Door het wegwerken van deze werkloosheidsval wordt juist de overgang naar meer arbeidsuren aangemoedigd. Dat is niet enkel de bezorgdheid van mevrouw D'Hondt, doch ook van de regering.

02.03 **Greta D'Hondt (CVP):** Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor het antwoord.

Mevrouw de minister, wat het eerste deel van uw antwoord betreft, neem ik graag akte van het feit dat men inderdaad echt beschikbaar moet zijn voor een voltijdse job, zowel bij de eigen werkgever als bij een andere werkgever. Dat principe blijft behouden en dat lijkt mij ook de enige juiste houding te zijn. Bij de eigen werkgever blijft het voorrangstelsel bestaan dat al jaren geldt. Mevrouw de minister, het valt mij wel op dat de zeer sterke daling van de volledige en de tijdelijke werkloosheid zich niet in dezelfde verhouding doorzet bij deze categorie. Dat is echter een onderwerp voor later, bijvoorbeeld bij het bespreken van de beleidsnota's. De procentuele daling van het aantal volledig werklozen is veel groter dan de daling in deze categorie. Dat is een punt dat wij beleidsmatig in het oog moeten houden. Iedereen die wat met het terrein vertrouwd is, weet dat ook sociologische en maatschappelijke factoren hier een rol in spelen. Voor een volgende discussie zou het goed zijn als men dat eens nader bekijkt. Voor zover ik het heb kunnen nagaan, bestaat er een aanzienlijke afwijking tussen het dalingspercentage van het aantal volledig werklozen en dat van deze groep.

Het verontrust mij nog meer, maar we zullen het daar tijdens de bespreking van uw begroting en beleidsnota nog kunnen over hebben, dat de eerder aangekondigde verbetering van het stelsel van de inkomensgarantie-uitkering voor de onvrijwillig deeltijdse werknemers begrepen moet worden als het minder afstraffen van meer uren te werken, in plaats van stimuli te geven om meer uren te gaan werken of de inkomensgarantie voor de huidige en toekomstige deeltijdse werknemers te verhogen. Hier wordt een nieuwe werkloosheidsval gecreëerd. Indien het de bedoeling is stimulansen te geven om meer uren te werken, past dat zeker in de opvatting die wij over dit aspect altijd gehad hebben.

Ik wens geen polemiek op gang te brengen, maar ik heb de indruk dat deze groep zich een beetje verstoort achter het activeringsbeleid. We zouden samen met de ambtenaren van de RVA eens moeten onderzoeken hoeveel uren die onvrijwillig deeltijds werken. Wanneer mensen gedurende jaren blijven hangen in een minimale onvrijwillige deeltijdse tewerkstelling zou het probleem nog groter zijn. Deze cijfers zijn wellicht bij de RVA niet beschikbaar, of ze worden zeker niet gepubliceerd.

Dit is een niet te verwaarlozen element van het activeringsproces, dat toch eens van nabij moet worden bekeken. Het fenomeen van deeltijdse tewerkstelling is in de dienstensector erg opvallend. Met een beetje goede wil van zowel werkgever als werknemer moeten er hier toch meer uren kunnen worden gewerkt. Het kan niet dat men gedurende vier tot vijf jaar onvrijwillig deeltijds blijft werken, terwijl de werkgevers uit die sector steen en been klagen dat ze geen geschikte arbeidskrachten vinden.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 **Mondelinge vraag van mevrouw Greta D'Hondt aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de tewerkstellingsmogelijkheden voor patiënten met chronische ziekten" (nr. 2614)**

03 **Question orale de Mme Greta D'Hondt à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "les possibilités d'emploi dans le chef des patients atteints de maladies chroniques" (n° 2614)**

03.01 **Greta D'Hondt (CVP):** Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, deze vraag is vrij kort maar beslaat ook hier een breder spectrum. Ik vraag aan de minister om hieromtrent,

eventueel samen met de Hoge Raad, ernstiger werk te leveren.

Ik stel deze vraag omdat de Christelijke Mutualiteit onlangs de resultaten van een onderzoek heeft bekendgemaakt over de kenmerken van de gerechtigden op het zorgforfait. Mocht ik het echter daarover hebben, dan had ik mijn vraag tot uw collega, de heer Vandenbroucke, moeten richten.

Een van de conclusies en beleidsprioriteiten die men echter uit dit onderzoek kon distilleren, was de moeilijkheid die chronisch zieken ondervinden om zich op de arbeidsmarkt te integreren of te handhaven. Vanuit mijn vroegere beroepservaring en als politica word ik vaak geconfronteerd met mensen die aan het werk waren en langdurig ziek worden. Ik geef u de meest schrijnende gevallen. Zij kunnen zelfs chronisch ziek worden maar na enige tijd toch opnieuw voltijds of deeltijds werkbekwaam bevonden worden door de medisch adviseur. Wanneer die personen zich opnieuw bij een werkgever aanbieden, moeten zij zich in vele gevallen ter controle bij de arbeidsgeneesheer aanmelden. Hij kan dan vaststellen dat de onderneming voor die bepaalde personen in de fysieke situatie waarin zij zich aanbieden, geen passend werk meer heeft. Deze personen worden dus eigenlijk naar de werkloosheid verwezen met niet alleen financiële gevolgen voor de betrokkenen en eventueel hun gezin maar ook nog een psychologische kater. Men moet vaststellen dat mensen met 20 tot 30 jaren ervaring, soms bij dezelfde werkgever, vaak na een langdurige ziekte of arbeidsongeval ontslagen worden. Ik stuur geen verwijten naar de werkgever noch naar de arbeidsgeneesheer die inderdaad moet vaststellen dat een bepaalde persoon met die bepaalde fysieke conditie in dat bepaald bedrijf niet meer kan tewerkgesteld worden, zelfs indien deze persoon door de medisch adviseur werkbekwaam werd geacht.

Bij tewerkstelling elders dagen er uiteraard andere moeilijkheden op zoals aanpassingsproblemen, problemen met de leeftijd van de betrokkene, de kostprijs, enzovoort. De vraag is dus of wij het ons kunnen veroorloven om in een samenleving mensen die willen werken en die zich na een lange afwezigheid terug op de werkvloer aanbieden, naar de werkloosheid te verwijzen. Immers op die manier bereiken wij niets, deze mensen blijven inactief, hun inkomsten zijn verminderd en zij voelen zich psychisch vaak zeer zwaar gekwetst door de maatschappij en door hun werkgever die op dat ogenblik eigenlijk niet schuldig is.

Mevrouw de minister, zijn er geen mogelijkheden om terzake op korte termijn maatregelen te nemen?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, j'apporterai un début de réponse.

Comme Mme D'Hondt l'a elle-même évoqué, ce problème mérite certainement une réflexion d'ensemble pour recueillir les propositions des uns et des autres afin d'apporter les solutions les plus efficaces.

Ce dont on parle - Mme D'Hondt l'a rappelé - c'est du problème de l'employabilité de personnes atteintes d'une diminution de leur capacité de travail en raison d'une affection chronique et qui, pour cette raison, deviennent inaptes à fournir le travail convenu avec leur employeur.

Dans l'état actuel de la réglementation, l'employeur peut, en ces circonstances, invoquer la force majeure mettant fin à ses obligations envers le travailleur. Comme vous le savez, les partenaires sociaux en Conseil national du travail en ont largement discuté et ont remis l'avis 1198 qui m'a été transmis, et à partir duquel j'ai demandé à mon administration de préparer un texte organisant une procédure de reclassement en faveur des travailleurs devenus incapables d'accomplir leur tâche habituelle.

Ce texte sera inséré dans le Code du bien-être au travail parmi les mesures relatives à la surveillance de la santé du travailleur. Il comportera toute une série de dispositions dont je cite quelques-unes.

La procédure de reclassement sera à la disposition de tout travailleur, assujetti ou non à une surveillance médicale, dont un médecin a constaté l'incapacité de travail jugée définitive pour raisons médicales de droit commun. Les incapacités résultant d'accidents du travail et de maladies professionnelles font, en effet, l'objet de dispositions tout à fait spécifiques.

L'employeur sera tenu d'informer le travailleur de l'existence de la procédure, préalablement à toute mesure fondée sur la force majeure.

La procédure sera initiée par le travailleur lui-même qui pourra faire appel à l'assistance du délégué syndical de son choix.

La possibilité et les modalités de reclassement seront examinées en concertation entre

l'employeur et le médecin du travail. Celui-ci agit avec le concours du médecin du travailleur. Si le reclassement s'avère impossible, le médecin du travail devra informer le travailleur quant aux organismes de formation ou de placement auxquels il pourrait avoir recours et devra fournir à ces organismes toute information utile en vue d'un reclassement. L'ensemble des dispositions relatives à la surveillance médicale des travailleurs, parmi lesquelles celle relative au reclassement, sera incessamment soumis à l'avis des partenaires sociaux.

Ainsi que je l'ai dit à Mme D'Hondt, c'est une réponse partielle, j'en conviens, c'est un début de réponse. Je crois qu'il faut examiner la problématique sous tous ses aspects. Vous l'avez dit vous-même, cela concerne le ministère de l'Emploi et très certainement le ministère des Affaires sociales. Cette question mérite à l'évidence un débat d'ensemble.

03.03 Greta D'Hondt (CVP): In het begin van mijn vraagstelling heb ik gezegd dat ik hierop geen definitief en afgerond antwoord verwachtte. De bedoeling van de vraag was om de problematiek blijvend in de aandacht te houden en ervoor te zorgen dat chronisch zieken niet vergeten worden. Men mag zich er niet te gemakkelijk vanaf maken door de bestaande mogelijkheid van overmacht te veelvuldig te hanteren, zodanig dat men te weinig inspanningen doet op het ondernemings- of sectorvlak. Ik ben er me van bewust dat het niet altijd binnen één onderneming mogelijk is. Men mag er zich echter niet te vlug vanaf maken door de wettelijke mogelijkheid van de overmacht in te roepen. Men moet maximaal proberen die mensen aan het werk te zetten. Ik neem nu even het begin van de tekst na de hoorzittingen met mevrouw de minister. Het gaat om een stelling waarvan ik al lang overtuigd ben, namelijk dat arbeid niet alleen economisch belangrijk is, maar ook psychologisch, zeker bij deze mensen.

De **voorzitter**: Aan de orde zijn de twee mondelinge vragen nrs. 2647 en 2648 van mevrouw Trees Pieters. Ik heb mevrouw Pieters laten roepen. Blijkbaar is ze weerhouden in een andere commissie. Ik stel voor dat we haar mondelinge vragen verdagen.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.11 uur.

La réunion publique de commission est levée à 15.11 heures.



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

dinsdag

14-11-2000

14:15 uur

mardi

14-11-2000

14:15 heures

INHOUD

- Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "het opvolgen van haar verblijf in Marokko" (nr. 2633) 1
Sprekers: , **Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid
- Interpellatie van mevrouw Greta D'Hondt aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de inkomensgarantie-uitkering voor deeltijdse werknemers" (nr. 527) 3
Sprekers: **Greta D'Hondt**, **Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid
- Mondelinge vraag van mevrouw Greta D'Hondt aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de tewerkstellingsmogelijkheden voor patiënten met chronische ziekten" (nr. 2614) 5
Sprekers: **Greta D'Hondt**, **Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid

SOMMAIRE

- Question orale de Mme Marie-Thérèse Coenen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "le suivi de son séjour au Maroc" (n° 2633) 1
Orateurs: , **Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi
- Interpellation de Mme Greta D'Hondt à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur « la garantie de revenus pour les actifs à temps partiel » (n° 527) 3
Orateurs: **Greta D'Hondt**, **Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi
- Question orale de Mme Greta D'Hondt à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "les possibilités d'emploi dans le chef des patients atteints de maladies chroniques" (n° 2614) 5
Orateurs: **Greta D'Hondt**, **Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre de l'Emploi

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

DINSDAG 14 NOVEMBER 2000

14:15 uur

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MARDI 14 NOVEMBRE 2000

14:15 heures

De vergadering wordt geopend om 14.24 uur door de heer Joos Wauters, voorzitter.

01 Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "het opvolgen van haar verblijf in Marokko" (nr. 2633)

01.01 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Tijdens haar verblijf in Marokko heeft de vice-eerste minister de Marokkaanse autoriteiten een reeks door ons land gesteunde plannen voorgelegd, waaronder een plan dat ertoe strekt een NGO die alleenstaande of verstoten moeders bijstaat, te steunen.

Welke vormen van hulp worden voorgesteld? Voor welke termijn? Op grond van welk partnership? Worden uitwisselingen overwogen met Belgische verenigingen die zich met dezelfde problematiek bezighouden?

Werd de kwestie van de verstoting vanuit een duurzamer oogpunt aangekaart? Ziet u mogelijkheden voor de tenuitvoerlegging van het actieplan voor de integratie van vrouwen in het kader van de ontwikkeling? Heeft u de kwestie van het Belgisch-Marokkaans verdrag aangekaart? Werd vooruitgang geboekt in dossiers van ontvoerde kinderen?

01.02 Minister Laurette Onkelinx : Mijn bezoek aan Marokko had tot doel een samenwerkingsakkoord te sluiten dat betrekking heeft op vijf punten, namelijk het versterken van de sociale dialoog, het verzorgen van een follow-up inzake werkgelegenheid en arbeidsinspectie, het bevorderen van de werkgelegenheid, het bestrijden van kinderarbeid en het totstandbrengen van een gelijke kansenbeleid voor mannen en vrouwen.

La réunion publique est ouverte à 14.24 heures par M. Joos Wauters, président.

01 Question orale de Mme Marie-Thérèse Coenen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "le suivi de son séjour au Maroc" (n° 2633)

01.01 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Lors de son séjour au Maroc, la vice-première ministre a présenté aux autorités marocaines une série de projets soutenus par la Belgique, dont celui qui concerne une ONG venant en aide aux mères célibataires ou répudiées.

Quels sont les types d'aides proposées? Pour quelle durée? Avec quel partenariat? Des échanges avec des associations belges s'occupant de la même problématique sont-ils envisagés?

D'un point de vue plus durable, la question de la répudiation a-t-elle été abordée? Y a-t-il des ouvertures pour la mise en œuvre du Plan d'action pour l'intégration des femmes au développement? Avez-vous abordé la question de la convention belgo-marocaine? Y a-t-il eu des avancées dans des dossiers de rapt d'enfants?

01.02 Laurette Onkelinx , ministre: Ma visite au Maroc avait pour objectif de conclure un accord de coopération qui porte sur cinq points, à savoir : renforcer le dialogue social ,établir un suivi emploi et inspection du travail , promouvoir l'emploi , lutter contre le travail des enfants et établir l'égalité des chances hommes-femmes.

Inzake de werkgelegenheid en de arbeidsinspectie is de follow-up begonnen in Genève met de directeur van het IAB. Hij heeft ermee ingestemd om de bilaterale werkzaamheden België/Marokko te steunen en spitst zijn inspanningen toe op de bilaterale onderhandelingen. Hij kan daarbij rekenen op de steun van de Internationale Arbeidsorganisatie.

Wat de reglementering van arbeid en tewerkstelling betreft, komt in december een gemengde commissie bijeen. Die commissie wordt momenteel ingesteld in samenwerking met alle sociale partners, en zal tot taak hebben de toepassing van het gemeenschappelijke programma van nabij te volgen.

Wat het aspect "gelijke kansen voor mannen en vrouwen" betreft, zullen er contacten worden aangeknoopt door beide ministeries, en België zal Marokkaanse projecten financieren. Er is ook aandacht voor de strijd tegen de kinderarbeid en de inschakeling op de arbeidsmarkt van vrouwen, en daar is ook een budget voor uitgetrokken, meer bepaald door Ontwikkelingssamenwerking.

Ik heb mijn collega van Gelijkekansenbeleid ook gesproken over de gelijkheid van mannen en vrouwen. De vooruitgang op dat gebied wordt in vier of vijf fasen geboekt. De verstotingskwestie ligt ter tafel.

Dankzij het werk van de gemengde Belgisch-Marokkaanse commissie werd een oplossing gevonden in een aantal dossiers van kinderonthoeringen. De Belgische en Marokkaanse ministers van Justitie werken aan een akkoord, en de samenwerking van beide Parlementen zou ook enig schot in de zaak moeten kunnen brengen.

Ik heb de kamervoorzitter gevraagd dat er op parlementair niveau in een follow-up wordt voorzien. Globaal gezien was ik zeer tevreden met de gedachteswisselingen waaraan ik heb deelgenomen. Bepaalde projecten zijn bijzonder interessant gebleken.

Het incident is gesloten.

01.03 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Men mag niet uit het oog verliezen dat de verenigingen van Marokkaanse vrouwen in België op de hoogte willen blijven van de situatie in hun land van herkomst. Daarnaast pleiten sommigen voor de ontwikkeling van een Europees islamitisch recht. Er dienen evenwel bepaalde grenzen te

En ce qui concerne l'emploi et l'inspection du travail, le suivi a commencé à Genève avec le directeur du BIT.

Il a accepté de soutenir le travail bilatéral Belgique/Maroc et il mise sa contribution sur la négociation bilatérale avec l'appui de l'organisation internationale du travail.

En ce qui concerne les volets réglementation du travail et emploi, une commission mixte est prévue en décembre prochain. Elle est actuellement mise sur pied en collaboration avec tous les partenaires sociaux. Son rôle sera de suivre l'application du programme commun.

En ce qui concerne la dimension « égalité des chances entre les femmes et les hommes », des contacts seront établis entre les deux ministres et la Belgique financera des projets marocains. Des volets concernant la lutte contre le travail des enfants et l'insertion professionnelle des femmes ont été prévus et budgétisés, notamment par la Coopération au développement.

J'ai aussi rencontré ma collègue ministre de l'Egalité des chances au sujet de l'égalité hommes-femmes. Les avancées dans ce domaine seront mises en œuvre en quatre ou cinq étapes. Le dossier de la répudiation est sur la table.

La Commission mixte belgo-marocaine a permis de faire aboutir un certain nombre de dossiers de rapt d'enfants. Les deux ministres de la Justice travaillent sur un accord et un travail entre les deux Parlements devrait pouvoir faire avancer les choses.

J'ai demandé au président de la Chambre qu'un suivi soit assuré au niveau parlementaire. Globalement, j'ai été très satisfaite des échanges. Certains projets se sont révélés très intéressants.

L'incident est clos.

01.03 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Il ne faut pas oublier que les associations de femmes marocaines en Belgique souhaitent garder un contact avec la situation dans leur pays d'origine. Par ailleurs, certains préconisent le développement d'un droit musulman européen. Il convient pourtant de fixer des limites. Je continuerai à suivre ce

worden vastgesteld. Ik blijf dit dossier aandachtig volgen.

02 Interpellatie van mevrouw Greta D'Hondt aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de inkomensgarantie-uitkering voor deeltijdse werknemers" (nr. 527)

02.01 Greta D'Hondt (CVP): De onvrijwillig deeltijdse met inkomensgarantie komt te weinig aan bod in het activeringsdebat.

Einde augustus waren er 36.689 personen die onvrijwillig deeltijds waren. Zij krijgen een inkomensgarantie-uitkering en behouden hun rechten. De RVA heeft een interessante analyse gemaakt. Haar studie moet samen worden bekeken met de federale beleidsverklaring van 17 oktober 2000 waarin een verhoging werd aangekondigd van de inkomensgarantie-uitkering voor deeltijds werkenden. Die verhoging zou 900 miljoen frank bedragen in 2001 en 2,6 miljard in 2002.

De regering heeft aangekondigd de werkloosheidsvallen te willen opruimen en nieuwe vallen te willen voorkomen. De plannen van de minister kaderen hier ongetwijfeld in.

Een analyse van de cijfers roept heel wat vragen op over het statuut van de onvrijwillig deeltijdse of van de deeltijdse met behoud van rechten. Het gaat overwegend over vrouwen tussen 25 en 40 jaar, en vaak gaat het om personen met een gezinslast. Vijftien procent van hen was werkzaam in de secundaire sector, 81 procent in de verwerkende nijverheid en 15 procent in de bouw. Zeventig procent van hen was werkzaam in de tertiaire sector, 21 procent in handel, banken en verzekeringen, en 76 procent in de diensten.

In deze groep is ook de langdurige werkloosheid een zeer opvallend fenomeen. Dit wijst erop dat mensen lang in dit stelsel blijven vertoeven en dat de doorstroming naar voltijdse tewerkstelling niet voldoende vlot verloopt.

Hoe lang kan men redelijkerwijze in het stelsel blijven voordat het ook een "val" wordt? Moet het uitgangspunt niet worden herzien? Moeten de betrokkenen in het onvrijwillig deeltijds/deeltijds met behoud van rechten-statuuut voltijds beschikbaar blijven en een voltijdse baan zoeken? Moet de

dossier de près.

02 Interpellation de Mme Greta D'Hondt à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur « la garantie de revenus pour les actifs à temps partiel » (n° 527)

02.01 Greta D'Hondt (CVP): La garantie de revenus pour les personnes travaillant involontairement à temps partiel est un point trop souvent négligé dans le débat sur l'activation.

Fin août, on dénombrait 36.689 personnes travaillant involontairement à temps partiel. Elles bénéficient d'une allocation de garantie de revenus et conservent leurs droits. Dans le numéro de *Stat Info* recouvrant la période avril, mai, juin et juillet, l'ONEM s'est livré à une analyse intéressante. Cette étude doit être mise en parallèle avec la déclaration gouvernementale du 17 octobre 2000 qui annonçait une augmentation de l'allocation de garantie de revenus pour les personnes travaillant à temps partiel. Cette augmentation serait de 900 millions de francs en 2001 et de 2,6 milliards de francs en 2002.

Le gouvernement a annoncé vouloir supprimer les pièges à l'emploi existants et éviter l'apparition de nouveaux pièges. Les projets du ministre s'inscrivent manifestement dans cette volonté.

Une analyse des chiffres appelle un grand nombre de questions concernant le statut des personnes travaillant involontairement à temps partiel ou des personnes travaillant à temps partiel avec maintien des droits. Il s'agit principalement de femmes âgées entre 25 et 40 ans et qui ont souvent charge de famille. 15% d'entre elles sont actives dans le secteur secondaire, 81% dans l'industrie manufacturière et 15% dans le secteur de la construction. Parmi les hommes, 70% travaillent dans le secteur tertiaire, 21% dans le commerce, le secteur des banques et des assurances, et 76% dans le secteur des services.

Le chômage de longue durée est également très répandu dans ce groupe. Cela signifie que certaines personnes restent longtemps dans ce système et que le passage vers un emploi à temps plein n'est pas facile.

Combien de temps peut-on raisonnablement rester dans le système avant que celui-ci ne devienne également un « piège » ? Ne faut-il pas revoir l'hypothèse de départ ? Les personnes concernées relevant du statut du travail à temps partiel involontaire et du travail à temps partiel avec

werkloosheidsreglementering worden aangepast? Bestaat niet het risico dat bij een substantiële verhoging van de inkomensgarantie-uitkeringen de betrokkenen in de verleiding komen om definitief in het onvrijwillig deeltijdse tewerkstellingsstatuut, met een inkomensgarantie-uitkering en met behoud van rechten, te blijven?

02.02 Minister **Laurette Onkelinx** : Bij de werknemers die deeltijds werken zijn er vrijwillig en onvrijwillig deeltijdsen. In de werkloosheidsreglementering wordt dit onderscheid gemaakt. De onvrijwillig deeltijdsen moeten effectief beschikbaar zijn voor een voltijdse betrekking om recht te hebben op een aanvullende werkloosheidsuitkering. Bij de eigen werkgever heeft zo'n werknemer voorrang als er een voltijdse plaats vrij komt. Deze onvrijwillig deeltijdsen kunnen een bijkomende werkloosheidsuitkering krijgen, zodat hun inkomen steeds hoger is dan hun werkloosheidsvergoeding voordat ze deeltijds gingen werken. Dit is de inkomensgarantie-uitkering.

Het huidige stelsel is verre van perfect en houdt een werkloosheidsval in: het extra loon dat de werknemer verdient door meer uren te gaan werken, leidt niet tot een inkomensverhoging.

Elke loonstijging wordt immers gecompenseerd door een daling van de inkomensgarantie-uitkering. Dat moet worden veranderd. Elk extra gepresteerd uur moet leiden tot een hoger inkomen. Dat is ook de betrachting van de regering.

02.03 **Greta D'Hondt** (CVP): Men moet effectief beschikbaar blijven voor een voltijdse job. Dat is terecht. De daling in de werkloosheidscijfers zet zich verhoudingsgewijs niet door bij de onvrijwillig deeltijds tewerkgestelden met een inkomensgarantie-uitkering. Er zijn daarvoor sociologische verklaringen. Men moet de betrokkenen inderdaad stimuli geven om meer uren te gaan presteren. Dat past perfect in de filosofie van het onvrijwillig deeltijds/deeltijds met behoud van rechten-statuut. Men moet vooral de jarenlang gering tewerkgestelden stimuleren. Het is immers onaanvaardbaar om zolang in voornoemd statuut te blijven, terwijl de werkgevers tevergeefs arbeidskrachten zoeken.

maintien des droits doivent-elles rester disponibles à temps plein et rechercher un emploi à temps plein ? La réglementation du chômage doit-elle être adaptée ? En cas de relèvement substantiel des allocations de garantie de revenus, les personnes concernées ne risquent-elles pas d'être tentées de rester définitivement dans le statut du travail à temps partiel involontaire en bénéficiant d'une allocation de garantie de revenus et du maintien des droits ?

02.02 **Laurette Onkelinx** , ministre: Chez les personnes qui travaillent à temps partiel, on distingue les temps partiels volontaires et involontaires. La réglementation du chômage opère cette distinction. Les temps partiels involontaires doivent être réellement disponibles pour un emploi à temps plein pour donner droit à une allocation complémentaire de chômage. Ce travailleur est prioritaire si un emploi à temps plein se libère chez son employeur.

Ces temps partiels involontaires peuvent percevoir une allocation complémentaire de chômage de sorte que leur revenu soit toujours supérieur à l'allocation de chômage qu'ils percevaient avant de travailler à temps partiel. Il s'agit de l'allocation de garantie de revenus.

Le système actuel est loin d'être parfait et renferme un piège à l'emploi : le supplément de salaire que gagne le travailleur en travaillant un nombre d'heures plus élevé n'engendre pas une hausse des revenus.

Toute majoration salariale est effectivement compensée par une réduction de l'allocation de garantie du revenu. Il faut changer cela. Toute heure supplémentaire doit donner lieu à un supplément salarial. Telle est aussi la volonté du gouvernement.

02.03 **Greta D'Hondt** (CVP): Le travailleur doit certes rester disponible pour exercer un emploi à temps plein. La baisse des chiffres du chômage ne se traduit pas, proportionnellement, au niveau de la catégorie des salariés à temps partiel non volontaires bénéficiant d'une allocation de garantie de revenus. Cette situation s'explique par des motifs sociologiques. Il faut, en effet, proposer aux intéressés des incitants afin qu'ils accomplissent un plus grand nombre d'heures de travail. Cela cadre parfaitement avec la philosophie des statuts de « travailleurs à temps partiel non volontaires-Travailleurs à temps partiel bénéficiant du maintien de leurs droits ». Il importe surtout de prendre des mesures d'encouragement à l'égard des personnes qui ont été peu actives pendant de nombreuses années. Il est en effet inadmissible qu'elles restent aussi longtemps dans ce système alors que les

Het incident is gesloten.

03 Mondelinge vraag van mevrouw Greta D'Hondt aan de vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid over "de tewerkstellingsmogelijkheden voor patiënten met chronische ziekten" (nr. 2614)

03.01 Greta D'Hondt (CVP): De Christelijke Mutualiteit onderzocht de kenmerken van de gerechtigden op het zorgforfait en onderzocht of die tegemoetkoming wel de juiste mensen bereikt. Chronisch zieken vragen aangepaste tewerkstellingsmogelijkheden. Zij vinden moeilijk werk en worden – als ze ziek worden – na verloop van tijd afgedankt omdat er geen gepast werk is in overeenstemming met hun gezondheidstoestand. Chronisch zieken worden door de medisch adviseur dikwijls werkbekwaam geacht en door de werkgever en de arbeidsgeneesheer als arbeidsongeschikt beschouwd. Er rijst een probleem als mensen die willen werken het werk dat ze vroeger deden niet meer aankunnen. De werkgever heeft dikwijls geen andere keuze dan hen naar de werkloosheid te verwijzen.

Welke tewerkstellingsmaatregelen zal de minister nemen voor chronisch zieken? Worden hiertoe in de begroting 2001 middelen vrijgemaakt?

03.02 Minister Laurette Onkelinx : Momenteel kan de werkgever zich beroepen op overmacht. Het advies nr. 1198 van de NAR heeft als basis gediend voor een tekst die tot de reïntegratie in het arbeidsproces van werknemers strekt, die in de voorschriften betreffende het welzijn op het werk zal worden opgenomen, en die verscheidene bepalingen betreffende de procedure en de voorlichting van de werknemers bevat. De bepalingen betreffende het medisch toezicht zullen aan de sociale partners worden voorgelegd.

Deze problematiek, waarvan alle facetten grondig bekeken moeten worden, belangt ook het ministerie van Sociale Zaken aan.

03.03 Greta D'Hondt (CVP): Ik verwachtte geen definitief en volledig antwoord, maar pleitte vooral voor een voortdurende aandacht voor de chronisch zieken en hun tewerkstellingskansen. Men mag de "overmacht" niet te vlug invoeren. Men moet steeds eerst zoeken naar arbeidsmogelijkheden. Dat is niet alleen van financieel, maar ook van psychisch

employeurs chercher vainement à recruter de la main-d'œuvre.

L'incident est clos.

03 Question orale de Mme Greta D'Hondt à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi sur "les possibilités d'emploi dans le chef des patients atteints de maladies chroniques" (n° 2614)

03.01 Greta D'Hondt (CVP): Les mutualités chrétiennes ont étudié les caractéristiques des assurés pouvant prétendre à un forfait pour soins, afin de déterminer si cette mesure touche bien les personnes qui en ont réellement besoin. Les malades chroniques revendiquent des possibilités d'emploi adaptées à leur situation. Ils éprouvent des difficultés à trouver un emploi ou sont souvent licenciés après quelque temps parce que l'emploi qu'ils occupent ne convient pas à leur état de santé. Les malades chroniques sont souvent jugés aptes au travail par le médecin-conseil et inaptes au travail par l'employeur et par le médecin du travail. Des problèmes surgissent lorsque les malades qui souhaitent travailler ne sont plus capables d'accomplir les tâches qui leur étaient confiées par le passé. L'employeur n'a souvent d'autre possibilité que de les renvoyer au chômage.

Quelles mesures la ministre prendra-t-elle pour permettre aux malades chroniques d'accéder à un emploi ? Des moyens sont-ils prévus à cet effet au budget 2001 ?

03.02 Laurette Onkelinx , ministre: Actuellement, l'employeur peut invoquer la force majeure. L'avis 1198 du CNT a servi de base pour un texte visant au reclassement des travailleurs, qui sera inséré dans le code du bien-être au travail et comportera plusieurs dispositions relatives à la procédure et à l'information du travailleur. L'ensemble des dispositions relatives à la surveillance médicale sera soumis aux partenaires sociaux.

Le ministère des Affaires sociales est également concerné par cette problématique, qui mérite une réflexion globale.

03.03 Greta D'Hondt (CVP): Je ne m'attendais pas à une réponse définitive et complète, mais je voulais surtout demander que l'on s'occupe en permanence des malades chroniques et de leur chances de décrocher un emploi. Il faut se garder d'invoquer trop hâtivement la « force majeure ». Il faut toujours rechercher d'abord des possibilités

belang voor de betrokkenen.

d'emploi. C'est important pour les intéressés, d'un point de vue financier mais également d'un point de vue psychique.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De vergadering wordt gesloten om 15.11 uur.

La séance est levée à 15.11 heures.